

Sans la grève générale jusqu'au retrait, le capital et Macron l'emporteront

Macron persiste et signe

La mobilisation massive du 19 janvier a montré le rejet par les travailleurs du projet de Macron contre les retraites. Pourtant le même jour, depuis Barcelone, Macron, parfaitement serein, a confirmé sa volonté d'aboutir à faire voter sa loi. Il s'est abrité derrière le résultat des élections : « À la présidentielle qui s'est tenue somme toute il y a quelques mois, et aux élections législatives, les choses ont été dites clairement ». Il a invoqué le dialogue social : « Les choses ont ensuite été négociées dans un temps que nous avons laissé avec les forces syndicales et patronales ». Il s'avère clairement que l'appel des partis « réformistes » et des chefs syndicaux à voter Macron au second tour, la participation syndicale au Conseil d'orientation des retraites (COR), l'acceptation des concertations sur la contre-réforme des retraites, tout cela a servi de béquille à Macron.

Macron ne craint pas les journées d'action et les grèves reconductibles isolées

Le gouvernement Macron-Borne ne craint pas les grèves saute-moutons ou perlées, les journées d'action ou temps forts, il attend simplement le jour suivant que tout rentre dans l'ordre. Il ne craint guère plus les grèves reconductibles ici et là qui épuisent les plus combattifs pendant que la majorité des autres travailleurs, sont laissés sans autre perspective que la journée d'action suivante. Il se moque des lâchers de ballons, retraites aux flambeaux, concerts de casseroles, des pétitions, de la demande d'un référendum et autres actions-bidon. Il ne se soucie pas plus de l'opposition parlementaire de la NUPES puisqu'il a passé un pacte avec LR et qu'au besoin, il dispose des articles 38, 47.1 et 49.3 pour faire passer sa loi.

Ceux qui siègent au COR et qui ont accepté de discuter du projet tentent d'empêcher la grève jusqu'au retrait

Il faut déborder les appareils politiques et syndicaux qui font tout pour éviter la grève générale. En effet, l'intersyndicale CFDT-CGT-FO-SUD-UNSA-CGC-CFTC-FSU au soir du 19 janvier a décrété une nouvelle journée d'action le 31 janvier. Elle appelle entretemps à des actions dispersées et à une dérisoire pétition qui n'a même pas de destinataire.

L'important est qu'il y ait un feu roulant d'actions qui montre que, tous les jours, les travailleurs sont déterminés à ne pas laisser ce gouvernement tranquille.
(Catherine Perret, secrétaire confédérale de la CGT)

C'est la dispersion assurée. La fédération CGT des mines et énergie décrète des actions coups de poings, une grève

le 26 janvier avec la CGT du pétrole et des ports et docks, la fédération CGT des cheminots et SUD-Rail appellent les 7 et 8 février à 2 jours de grèves consécutives « adaptables en fonction du calendrier interprofessionnel » et envisage la grève reconductible par période de 24 h à partir de la mi-février. FO annonce le 25 janvier que « les actions vont se multiplier cette semaine », pour la FSU « gagner nécessite d'articuler les temps forts des journées de grève interprofessionnelles, avec un plan d'actions proposant des temps de convergence nationale articulés avec des mobilisations locales et sectorielles ». Derrière ce charabia, c'est l'émiettement, la machine à perdre qui est en route, la même qui a conduit à la défaite en 2003, 2010, 2013 et 2019-2020.

Les partis ouvriers parlementaires (LFI, PCF, PS) font diversion avec un référendum et rédigent des amendements à un projet qui n'est pas amendable. Ni LO, ni les 2 morceaux du NPA, ni le POI ou le POID, ni RP... n'appellent à déborder les bureaucraties syndicales et à imposer la grève générale. Ils disent aux travailleurs de suivre leurs grèves d'un jour, perlées ou reconductibles.



Alors, comment imposer la grève générale ?

Il n'y a pas 36 solutions. Dresser la force gigantesque des producteurs contre les exploités et leur État, c'est l'arrêt du travail dans tous les secteurs, au même moment, jusqu'au retrait du projet de loi ! Il n'y a pas d'autre moyen pour vaincre le gouvernement : ou les travailleurs parviennent à imposer la grève générale jusqu'au retrait, ou Macron l'emportera.

Pour imposer la grève générale il faut s'organiser : partout, dans les entreprises, les administrations, les chantiers, les hôpitaux, les établissements scolaires, les universités, les quartiers, etc., il faut se rassembler en comités d'action pour la grève générale, les coordonner entre eux, qu'ils interviennent dans les assemblées générales, dans les sections syndicales sur la même ligne : pour le retrait du projet, pour vaincre le gouvernement, il faut la grève générale ! Dirigeants syndicaux, appelez immédiatement à la grève générale !

Il faut construire la force qui imposera la grève générale. Rejoignez ce combat. Prenez contact pour cela avec le Groupe marxiste internationaliste.

26 janvier 2022